

Publié le 19 novembre 2020

La démocratie avec ou sans amitié politique

«Nous autres, civilisations, nous savons maintenant que nous sommes mortelles». Ce constat fait par Paul Valéry à l'issue de la Première Guerre mondiale, faut-il le faire aujourd'hui à propos de nos démocraties ? Aux États-Unis, le spectacle affligeant des élections présidentielles a révélé les dysfonctionnements graves de la vie politique outre-Atlantique. Il en va de même chez nous : la crise sanitaire et les attaques terroristes montrent que les libertés publiques dont nous jouissions jusqu'ici sont menacées. La démocratie serait-elle un système en sursis ?

La démocratie – pas celle de Solon, celle de 1789 – souffre d'un mal originel. Il ronge les sociétés occidentales depuis presque deux siècles. L'évolution fut lente à ses débuts. Elle s'est accélérée à l'occasion des deux guerres mondiales. La maladie flambe depuis 1968 et l'effondrement du puritanisme américain.

Ce mal a pour origine un principe : l'individu est à lui-même sa propre fin : «Ni Dieu, ni maître». L'homme moderne, théorisé au XVIII^e siècle par les philosophes des Lumières, ne veut être subordonné à personne d'autre qu'à lui-même : ni à Dieu, ni à l'État, ni à l'Église, ni à un époux, ni à une épouse, ni à un père, ni à une mère... Ce principe sous-tend tous les débats contemporains. Il vaut aussi en politique.

Le péché d'origine de la modernité politique

Le refus radical de toute hétéronomie est le péché d'origine de la modernité politique. Les Grecs cherchaient le meilleur régime politique. Leurs débats tournaient autour de cette question centrale : quel est le meilleur régime pour la cité en fonction des circonstances et des qualités du peuple ? À partir du XVIII^e siècle, chaque individu ayant désormais sa propre norme et la liberté souveraine de la mettre en œuvre, la question politique centrale changea de nature. Elle consista à résoudre une équation impossible : comment trouver dans l'individu réduit (par postulat) à ses passions une raison de se subordonner à une autre autorité, elle-même amoralisée, sans en être la victime ? L'utilité, l'intérêt individuel bien compris, répondent en cœur tous les philosophes depuis Hobbes : faisons un contrat, afin qu'aucun ne puisse nuire à l'autre sans se nuire à lui-même. Depuis l'invention de l'homme moderne, ce «contractualisme», est la règle de tout régime, qu'il soit monarchique, aristocratique ou démocratique.

Concrètement, de Hobbes à Habermas en passant par Jean-Jacques Rousseau et par Marx, toutes les formules ont été explorées. Au mieux, elles l'ont été de manière relativement paisible. Dans les pires situations, le solde se compte en millions de morts. Mais, tant bien que mal – et parfois très mal –, ces formules ont fonctionné.

L'atomisation de la société civile

Or cela ne marche plus aujourd'hui. Les sociétés démocratiques se fractionnent, les nations se délitent, deviennent des assemblages de plus en plus artificiels dont les parties s'opposent, ayant perdu le sens de ce qui leur était commun. Le contrat républicain ne permet plus de conserver ensemble les éléments qui composent le corps social. La société civile s'atomise. Le lien social est de plus en plus abstrait, de plus en plus formel. Pourquoi ?

Pour une raison élémentaire : le principe de Hobbes «l'homme est un loup pour l'homme» était réservé à la vie politique. Or cet axiome ne correspond pas à la nature profonde du lien social. Le réel a donc résisté avec une singulière obstination à l'idéologie. Il est possible d'écrire qu'une société politique ne repose que sur un contrat volontaire passé entre une somme d'individus mus par leurs seuls intérêts. Le papier supporte tout, mais ce n'est pas nécessairement vrai.

La Révolution française, en changeant le fondement du régime bien plus que sa forme, n'a pas immédiatement transformé les Français. Ceux-ci ont continué de se sentir liés par bien d'autres liens que le contrat républicain : l'histoire, la langue, la religion, des valeurs morales privées et familiales. La source du lien social n'a pas basculé du jour au lendemain avec la fiction de la Fête de la Fédération. Même dans un pays aussi neuf, décentralisé et individualiste que les États-Unis, la conscience d'être américain a longtemps résisté à toutes les formes de l'individualisme libertaire. Le puritanisme, aussi désagréable soit-il, était son contrepoison.

La sphère privée relevait encore d'un ordre moral globalement ancré dans le Décalogue. Mais la séparation en grande partie abstraite tracée entre la sphère privée, lieu des convictions et des «valeurs», et la sphère publique, «neutre» d'un point de vue éthique, que l'on retrouve dans la distinction de Weber entre «éthique de responsabilité» et «éthique de conviction», ne fonctionne plus.

L'agnosticisme moral et religieux comme principe fonctionnel réservé à la vie publique des institutions démocratiques a gagné la sphère privée et les consciences. Le fondement véritable du lien social qui tient une nation ensemble avait subsisté. Il a disparu. Il ne reste que sa forme juridique «républicaine» sans la matière. Or les sociétés ne naissent pas d'un contrat abstrait, mais d'une certaine forme d'amitié «politique». Elles prospèrent, quelle que soit la forme du gouvernement, tant que cette amitié subsiste.

Aujourd'hui, dans de nombreuses démocraties et en dépit de l'individualisme ambiant, les peuples aspirent, sans le formuler clairement ou en l'exprimant de manière paradoxale, à une société plus juste et à une pratique politique plus fraternelle, plus humaine, «proche des gens». Peu importe le terme, ils ont l'espérance – certes sans y mettre encore le prix – qu'un jour plus de concorde ou d'amitié régnera dans la société. Cette amitié requiert en effet plus de justice dans tous les domaines et à tous les niveaux, le respect de l'inaliénable dignité de la personne et un nouvel équilibre de nos institutions démocratiques fondées sur plus de participation réelle des citoyens, plus de proximité de leurs dirigeants, plus de vraie subsidiarité.

Donald Trump voulait incarner les attentes de l'Amérique profonde, qui se sent dépossédée par l'oligarchie qui la gouverne. Joe Biden promet une démocratie «apaisée», moins clivée. Ils se sont

partagé les suffrages des Américains à 50/50. Reste à savoir si le peuple américain est capable de se réconcilier. Pour le moment, il ne semble pas près de le faire. Est-ce utopique d'espérer des jours meilleurs pour la démocratie ? Est-ce possible ? Au train où vont les événements, tout ne va-t-il pas devenir possible ?

Thierry Boutet

Retrouvez cet article sur srp-presse.fr